

ARRETE Nº ARI_2024_333

Secretariat Général Réf.: AZ/CR/JLF/MR Nomenclature: 6.1.3 Reçu en Préfecture le :

Affiché le : Mes en lique le Mofilie le :

Exécutoire le :

PORTANT AUTORISATION D'ALIGNEMENT INDIVIDUEL DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AV N° 294 80, RUE HENRI BERGSON - CITE DE BARRY – 84500 BOLLENE

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de l'environnement,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu la demande en date du 15 mai 2024 par laquelle maître Fanny CARILLO,

demeurant 208, avenue de Provence – 26790 TULETTE pour le compte du dossier n° 1003995,

courriel: fanny.carillo@notaires.fr

sollicite l'alignement de la propriété cadastrée section AV n° 294 située,

80, rue Henri Bergson – cité de Barry

Vu la situation des lieux,



ARRETE N° ARI_2024_333

ARRÊTE

ARTICLE 1 – ALIGNEMENT

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne rouge « A, B » :

- − Partant du point « **A** », localisé à partir du pied de mur de la parcelle cadastrée section AV n° 294, à 6,70 m au pied du muret située de l'autre côté de la chaussée,
- se terminant par le point « **B** » localisé à partir du pied de mur de la parcelle cadastrée section AV n° 294, à 6,40 m au pied du muret située de l'autre côté de la chaussée,

tel que représenté sur la photographie annexée au présent arrêté.

Ce tracé marque la limite de la voie publique avec la propriété du demandeur.

Cette parcelle n'est pas soumise à une servitude pouvant grever l'immeuble.

Annexes:

- Photographie Principe d'alignement
- <u>ARTICLE 2</u> Cet arrêté n'emporte aucun effet de droit sur la propriété du riverain demandeur.
- **ARTICLE 3** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.
- **ARTICLE 4** Le présent arrêté reste valable tant que les circonstances de droit ou de fait sur lesquelles il est fondé n'ont pas été modifiées.
 - **ARTICLE 5** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- **ARTICLE 6** Le présent arrêté sera publié et notifié conformément à la réglementation en vigueur.
- **ARTICLE 7** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes 16, avenue Feuchères CS 88010 30941 NÎMES cedex 09 dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Mairie – Place Reynaud de la Gardette – B.P. 207 – 84505 Bollène Cedex Téléphone : 04 90 40 51 00 -Fax : 04 90 40 51 72 – Courriel :mairie@ville-bollene.fr – Site internet :www.ville-bollene.fr



ARRETE N° ARI_2024_333

ARTICLE 8 — Madame la Directrice Générale des Services et le Directeur des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 10 JUN 2024

Anthony ZILIO

Maire de Bollène

